

à propos

Le magazine du
KOFF pour la
promotion de la paix



Colombie : les défis à venir

swiss
peace

Schweizerische Friedensstiftung
Fondation suisse pour la paix
Fondazione svizzera per la pace
Swiss Peace Foundation

1

point fort

[Colombie : l'accord qui amènera la paix ?](#)

2

dossier

[Archives : jeter les bases du traitement du passé en Colombie](#)

[Intégrer les capacités locales dans la prochaine phase de construction de la paix](#)

[Pour un vrai rôle de la société civile dans le processus de paix colombien](#)

[L'art comme instrument de lutte contre la violence dans les villes colombiennes](#)

[Situation périlleuse pour les défenseurs des droits humains](#)

[Économie, droits humains et processus de paix en Colombie](#)

[Nouvelle stratégie de coopération de la Suisse en Colombie](#)

3

pour aller plus loin

[En quoi l'accord de paix colombien est-il innovant ?](#)

[Archives virtuelles d'accords de paix](#)

[Égalité des sexes et promotion de la paix en Colombie](#)

4

actualité

[swisspeace / KOFF](#)

[Organisations membres du KOFF](#)

[International](#)

5

calendrier

[Événements](#)

editorial

Le conflit armé colombien a duré plus d'un demi-siècle. Les dernières négociations, elles, plus de quatre ans. Après le rejet par référendum d'une première mouture en octobre 2016, le gouvernement colombien et la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée du peuple (FARC-EP) se sont finalement entendus sur un traité remanié qui a été ratifié le 1er décembre dernier. Cet accord entend mettre fin à un conflit qui a fait plus de 220 000 victimes, 60 000 disparus, et provoqué près de six millions de déplacés internes.

Toutefois, les défis demeurent nombreux quant à la mise en application du traité. À cet égard, une attention toute particulière doit être accordée dès maintenant aux processus de traitement du passé, mais aussi à la résolution des conflits sociaux, à l'inclusion de la société civile, des femmes et des jeunes au processus de paix, ainsi qu'à la conciliation entre intérêts économiques et défense des droits humains. Seul l'avenir nous dira si cet accord, présenté par beaucoup comme novateur, est réellement en mesure de contribuer à instaurer une paix durable en Colombie.

Marie Seidel, rédactrice

point fort

Colombie : l'accord qui amènera la paix ?



Art des rues à Bogota, capitale de la Colombie. Creative Commons/ Juan Cristobal Zulueta

Après quatre ans de négociations à La Havane entre les Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée du peuple (FARC) et le gouvernement colombien, un accord de paix a été ratifié le 1er décembre 2016. Un premier texte soumis à référendum avait été rejeté par les Colombiens, ce qui avait forcé les protagonistes à revenir à la table des négociations. Plusieurs cycles de pourparlers ayant échoué par le passé, cet accord marque un jour historique pour la Colombie, mais suscite également bien des attentes.

Le texte, ambitieux, prévoit toute une série de mesures pour mettre en œuvre les points qui étaient au cœur des négociations, essentiellement les droits des victimes, les cultures illégales destinées au narcotrafic, la politique de développement agricole, la participation politique des FARC et le règlement du conflit armé, lequel prévoit un cessez-le-feu définitif. Mais le contexte colombien n'est pas sans apporter son lot de défis.

Des mesures de réparation en faveur des victimes du conflit ont déjà été prises avant la clôture des négociations. La loi sur les victimes et la restitutions des terres a permis à plus de six millions de victimes d'être indemnisées depuis 2012, et à 194 900 hectares de retrouver leur légitime propriétaire. Toutefois, le gouvernement conduit dans le même temps une politique d'investissement dont les grands projets agro-industriels et l'exploitation intensive de matières premières mettent en difficulté ces groupes marginalisés de la population. Avec, pour résultat, l'accroissement du fossé entre les riches

et les pauvres, alors même que la Colombie est déjà l'un des pays les plus inégalitaires au monde.

Ensuite, le processus de paix divise l'opinion publique colombienne. Contrairement à ce qui se passait dans les années 1990, le conflit armé avec les FARC n'est plus une réalité aujourd'hui pour la population des grandes villes, même s'il l'est encore pour une partie de la population rurale, et ce depuis plusieurs années. La cause des FARC ne bénéficie guère du soutien de l'opinion publique en raison de leur responsabilité dans des milliers d'enlèvements et de leur implication dans le trafic de drogue pour financer leurs activités. Or l'intégration des combattants d'hier dans la vie civile et politique ne peut réussir sans le soutien de la majorité de la population. Les autorités, des écoles, des acteurs de la société civile ou internationaux devront donc continuer à orchestrer de larges campagnes d'information mettant en avant les bénéfices du processus de paix. Au vu des résultats du référendum, ils devront le faire encore davantage.

Même en supposant que le retour des FARC à la vie civile se fasse sans difficultés, il serait irréaliste de s'attendre à une amélioration rapide des conditions de sécurité en Colombie. Parallèlement à l'Armée de libération nationale (ELN), avec qui des pourparlers de paix se feront le 6 février prochain, de nombreux groupes armés, vestiges pour leur plus grande partie d'anciennes milices paramilitaires démobilisées, sont toujours présents dans tout le pays. Ils règnent sur la culture, lucrative, de la coca, et ils sont en très grande partie responsables de la forte criminalité. Les dernières estimations des effectifs des FARC font état d'un peu plus de 7000 combattants seulement. Ils appelaient d'ailleurs à un cessez-le-feu unilatéral déjà plusieurs mois avant la clôture des négociations à La Havane.

Les premières semaines et les premiers mois du processus de démobilisation déjà en cours montreront combien de combattants FARC se démobiliseront de manière définitive et rejoindront la vie civile, et combien iront grossir les rangs des autres groupes armés. Le processus de démobilisation des forces paramilitaires dans les années 2000 a montré que la tendance à rejoindre ces groupes était d'autant plus forte que les conditions d'intégration étaient peu attractives. En décembre 2016, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a prononcé un discours mettant en garde contre le péril que constituait pour le processus de paix l'absence d'infrastructures de base, comme l'accès à l'eau potable, d'installations sanitaires et d'accès aux soins de santé dans les zones destinées à accueillir les FARC après leur démilitarisation. C'est l'une des raisons qui font craindre que les combattants ne déposent pas les armes.

D'autre part, les processus antérieurs ont mis en évidence les menaces et les risques d'assassinats qui pèsent sur les combattants démobilisés. Après le cessez-le-feu conclu entre le gouvernement et les FARC en 1984, l'Union patriotique avait été fondée pour être le bras politique du groupe. Après avoir gagné plusieurs élections municipales, près de 3000 membres du parti ont été assassinés dans les années qui ont suivies, principalement par les forces paramilitaires, parfois même en accord avec des membres du gouvernement. Les combattants actuels des FARC n'ont pas oublié ce qui s'était passé. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et des ONG ont critiqué l'augmentation spectaculaire des violences perpétrées au second semestre 2016 envers les défenseurs des droits humains et les leaders de la société, y compris ceux issus des organisations de la société civile proches des FARC. Ce serait dû, entre autres, à la bataille que se livrent les autres groupes armés pour élargir leur zone d'influence devant le retrait annoncé des FARC.

Certes, l'État colombien dispose d'un système sophistiqué de protection des personnes craignant pour leur vie en raison de leurs activités politiques passées ou présentes, mais ce système est d'une efficacité très limitée. L'absence de l'État dans les zones rurales pendant de longues années ainsi que les procédures compliquées entre les différentes administrations, sans compter la corruption, empêchent les mesures préventives de protection de jouer leur rôle et surtout d'être mises en œuvre à temps.

Tous ces éléments rendent difficiles les prédictions sur la réussite des ambitieux projets de démilitarisation et de réintégration des FARC, encore que ces derniers auraient préparé leurs troupes à ce changement depuis déjà assez longtemps. De même, les pouvoirs publics, forts des expériences antérieures, ont lancé leurs préparatifs plusieurs mois avant la signature de l'accord. L'accord de paix en Colombie n'est qu'une des étapes d'un parcours long et semé d'embûches. C'est dans les années qui viennent que nous verrons s'il est réellement en mesure de contribuer à la transformation des causes du conflit.

[swisspeace](#)

Lisa Ott

lisa.ott@swisspeace.ch

Co-responsable, traitement du passé

[links](#)

- [swisspeace : traitement du passé](#)
- [swisspeace : activités en Colombie](#)

dossier

Archives : jeter les bases du traitement du passé en Colombie



La conservation et l'analyse minutieuse des archives répertoriant les violations des droits humains sont des éléments centraux du processus de paix. Archivo Historico de la Policia Nacional de Guatemala (AHPN Guatemala)

swisspeace aide le ministère public à réunir les dossiers nécessaires au traitement du passé. L'accord de paix de 2016 prévoit entre autres une commission de la vérité et un tribunal spécial chargés d'examiner les violations des droits humains commises durant le conflit armé, d'empêcher d'autres atrocités et de reconnaître les droits des victimes. Les nouvelles institutions compléteront les initiatives gouvernementales et non gouvernementales qui contribuent aujourd'hui déjà au traitement du passé au niveau national comme local.

Les dossiers du ministère public contiennent des informations sur les crimes perpétrés pendant la guerre, indispensables pour mener à bien les différentes activités de traitement du passé. Ces informations ne portent pas uniquement sur les criminels et les victimes des diverses régions, elles délivrent également des pistes concernant les motifs, les modes opératoires, les degrés de responsabilité et les structures des différents acteurs du conflit, y compris les autorités gouvernementales. La conservation et l'analyse minutieuse de ces dossiers constituent par conséquent des éléments centraux du processus de paix.

En 2016, swisspeace s'est rendue aux diverses archives du ministère public colombien et a émis des recommandations pour l'évaluation et l'examen des dossiers pertinents. La mise en œuvre de cette stratégie est actuellement testée dans le cadre d'un projet pilote. Le nombre incalculable de dossiers générés pendant le conflit constitue le principal défi. Pour ne rien simplifier, ces derniers sont conservés dans plus de cent endroits différents. Une autre difficulté réside dans le choix d'une qualification du crime pertinente pour le traitement du passé. En cas de doute, afin de ne pas exclure certains cas à tort, ces derniers seront qualifiés d'« en lien avec le conflit ».

La mise à disposition des archives par le ministère public est un travail de longue haleine qui doit être planifié et réalisé de manière minutieuse dès le début.

[swisspeace](#)

Lisa Ott

lisa.ott@swisspeace.ch

Co-responsable, traitement du passé

[links](#)

- [swisspeace : traitement du passé](#)
- [swisspeace : activités en Colombie](#)

dossier

Intégrer les capacités locales dans la prochaine phase de construction de la paix



Cinep aide les communautés dans leurs efforts de médiation des conflits locaux et régionaux. Cinep

Pendant plus de cinquante ans, la Colombie a été le théâtre d'un conflit armé auquel se

sont ajoutés de nombreux conflits sociaux. Ce contexte a forcé les personnes des zones rurales à trouver des moyens pour résoudre les problèmes qui n'étaient traités ni par l'État, ni par les groupes armés qui contrôlaient certaines parties du pays. De nombreuses communautés sont devenues très organisées, que ce soit sous la forme d'assemblées communautaires (Juntas de Acción Comunal), d'organisations citoyennes ou de larges réseaux et plateformes. Ces organisations ont développé leurs propres formes de médiation afin de répondre immédiatement aux conflits survenant dans leur zone géographique. Étant donné la légitimité que ces « médiateurs » ont gagnée avec le temps, ils demeurent des acteurs clés dans cette toute nouvelle phase d'après-accord. La signature et la mise en œuvre de l'accord de paix entre le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) pourraient être le bon moment pour mettre en lumière les conflits sociaux éclipsés par la guerre et régler ceux qui pourraient surgir dans le contexte d'après-accord.

Pour le Centro de Investigación y Educación Popular (Cinep), ce nouveau contexte est l'occasion d'établir de nouvelles relations et formes d'interactions avec les institutions de l'État. Il suppose également la responsabilité sociale d'accompagner la mise en œuvre des accords au sein des communautés par un suivi, la dénonciation des violations des droits humains et du droit international humanitaire, l'aide au processus de restitution des terres, le soutien aux organisations citoyennes dans leurs efforts de promotion de la paix et, en particulier, le développement de mécanismes alternatifs de résolution des conflits (dialogue, médiation) offrant aux acteurs habitués à des relations violentes une nouvelle façon de s'engager. Cinep aide les communautés dans leurs efforts de médiation des conflits locaux, mais aussi régionaux. Ces activités comprennent le renforcement des capacités existantes, la planification stratégique d'interventions concrètes et la mise en réseau avec d'autres acteurs.

Cinep

Fernando Sarmiento Santander

fsarmiento@cinep.org.co

Laura Constanza Henao Izquierdo

lhenao@cinep.org.co

links

- [Cinep](#)

dossier

Pour un vrai rôle de la société civile dans le processus de paix

colombien



Message de paix dans le village de Pichilín (département de Sucre), où l'organisation Sembrandopaz est active. Caritas Suisse

Une nouvelle ère a commencé en Colombie avec l'entrée en vigueur du traité de paix le 1er décembre 2016, après quatre ans de négociations entre le président Santos et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Suite au refus de la première version du traité par la population colombienne lors d'un référendum début octobre, les deux parties ont signé une version remaniée du texte le 24 novembre 2016. Cette signature marque la fin de l'un des conflits les plus longs et violents du monde : en une cinquantaine d'années, il aura causé plus de 200 000 morts, des milliers de disparus et près de sept millions de déplacés.

Il s'agit désormais de mettre le traité en application, ce qui nécessite non seulement de la bonne volonté de la part des parties au conflit, mais aussi une participation active de la société civile. Depuis 2014, dans le cadre du programme de promotion de la paix Semillas de Esperanza, dix organisations et ONG suisses (ask!, Caritas Suisse, COMUNDO, Action de Carême, EPER, Peace Brigades International, Peace Watch Switzerland, Swissaid, terre des hommes schweiz, Terre des Hommes Suisse), la Division Sécurité humaine du DFAE et l'ambassade de Suisse en Colombie apportent leur soutien aux organisations Sembrandopaz et Colemad.

Ces dernières sont actives dans la région caraïbe, fortement touchée par le conflit. Colemad s'engage pour la protection des droits humains et plus particulièrement le droit à la terre, les droits des femmes et l'égalité hommes-femmes. Pour ce faire, elle effectue un travail de réseautage et de lobbying politique, et contribue à l'organisation de groupes citoyens. Sembrandopaz soutient le développement de la région par la consolidation des structures communales, la promotion d'une agriculture durable, le renforcement des organisations de la société civile et la création de forums de discussion pour faciliter le processus de paix au niveau régional et local. Pour ces deux organisations, la paix

représente bien plus que la fin d'un conflit armé. Y parvenir nécessite des solutions globales, la participation de tous et un effort de longue haleine.

Semillas de Esperanza

Janne Christ

jchrist@caritas.ch

Responsable de programme Colombie à Caritas Suisse

links

- [Le programme Semillas de Esperanza](#)
- [Colemad](#)
- [Sembrandopaz](#)

dossier

L'art comme instrument de lutte contre la violence dans les villes colombiennes



Défilé de l'organisation Videos y Rollos dans le quartier de Bosa à Bogota. Videos y Rollos

En Colombie, de nombreuses initiatives de paix recourent à une approche artistique et

créative pour lutter contre la violence dans les villes. À Bogota, les organisations pour les jeunes Asociación juvenil Videos y Rollos, dans le quartier de Bosa, et Barrios del Mundo, dans le quartier de Chapinero, en sont de bons exemples. Elles proposent aux jeunes des cours de musique, de théâtre, de vidéo, de photo ou d'arts plastiques, pour leur faire découvrir ces domaines, mais aussi pour leur donner de nouvelles perspectives d'évolution. En effet, au-delà de l'apprentissage de différentes techniques, la part belle est faite à l'échange sur des thèmes précis. Les jeunes apprennent ainsi à confronter leurs avis et idées, et à accepter des points de vue différents du leur.

Pour les jeunes, l'art est la possibilité d'exprimer de multiples manières leurs opinions, leurs sentiments et leurs difficultés sur des questions de société et du quotidien, le but étant de les rendre critiques et capables de s'affirmer. Il est important de leur donner la possibilité de s'exprimer, car s'ils ne peuvent pas le faire, ils ne peuvent pas être compris, donc pas entendus. Or, une personne qui n'est pas entendue ne peut pas se sentir incluse, ce qui conduit à l'agressivité et à la violence.

En outre, ces projets artistiques encouragent la participation des jeunes à la vie du quartier, en particulier à l'occasion du festival culturel qui y a lieu chaque année. Grâce à ces activités menées en commun, les jeunes apprennent non seulement à s'accepter les uns les autres, mais aussi à se respecter, ce qui renforce la confiance en soi et les relations sociales.

terre des hommes schweiz soutient de tels projets de prévention de la violence auprès des jeunes, notamment à Bogota, Medellín, Cali et Cauca.

[terre des hommes schweiz](#)

Joachim Jung

Joachim.jung@terredeshommes.ch

Coordination du programme Colombie

links

- [Les projets de terre des hommes schweiz en Colombie \(en anglais\)](#)
- [Plateforme artistique Plato Hedro \(en espagnol\)](#)
- [Asociación juvenil Videos y Rollos \(en espagnol\)](#)
- [Colectivo Barrios del Mundo \(en espagnol\)](#)

dossier

Situation périlleuse pour les défenseurs des droits humains en Colombie



Commémorations des victimes du conflit armé à Bogota, 2016. Peace Brigades International

En dépit de l'accord de paix signé entre le gouvernement et les Forces armées révolutionnaires de Colombie, la situation des défenseurs des droits humains (DDH) en Colombie reste préoccupante. Selon l'organisation Somos Defensores, les violences perpétrées à l'encontre des DDH entre janvier et juin 2016 ont représenté une agression tous les deux jours et un assassinat tous les cinq jours. En raison de l'impunité structurelle, la majeure partie de ces actes criminels ne sont pas poursuivis.

Les défenseurs des droits fonciers et de l'environnement sont les premiers visés. Peace Brigades International (PBI) et Peace Watch Switzerland (PWS), qui protègent les DDH par leur présence internationale, l'observation et l'accompagnement, rapportent ici deux cas critiques.

Entre le 17 et le 21 novembre 2016, quatre dirigeants communautaires ont été tués et trois ont été la cible de tentatives d'assassinat. L'activiste Argemiro Lara, figure de proue de plusieurs organisations de lutte pour les droits fonciers et la restitution des terres aux paysans dans le département de Sucre, dans le nord du pays, doit la vie sauve à son garde du corps, qui l'a protégé lors de l'attaque. En raison de son engagement, Lara a déjà été visé à plusieurs reprises par des intimidations et des menaces, qu'il a systématiquement déclarées à la police sans que les auteurs soient jamais inquiétés. L'accompagnement de ce cas est assuré par PBI.

Le défenseur des droits humains Alvaro García est incarcéré depuis avril 2016 sans avoir fait l'objet d'une condamnation exécutoire. Alvaro est l'un des principaux acteurs du mouvement agraire des deux communes de Bella Unión et El Guayabo, dont les habitants vivent sous la menace d'une expulsion imminente de leurs terres. Les accusations fausses et infondées portées à son encontre s'inscrivent dans une stratégie globale de criminalisation des leaders communautaires. Trois autres dirigeants ont été contraints de se cacher durant plus de six mois avant d'être lavés de tout soupçon. Là encore, l'objectif est d'intimider la population, d'affaiblir la mobilisation et de mettre à profit les absences

pour créer des faits accomplis et prendre possession de nouvelles terres en toute illégalité.
Ce cas est encadré par PWS.

[Peace Brigades International Suisse](#)

Katia Aeby

katia.aeby@peacebrigades.ch

[Peace Watch Switzerland](#)

Moritz Wyss

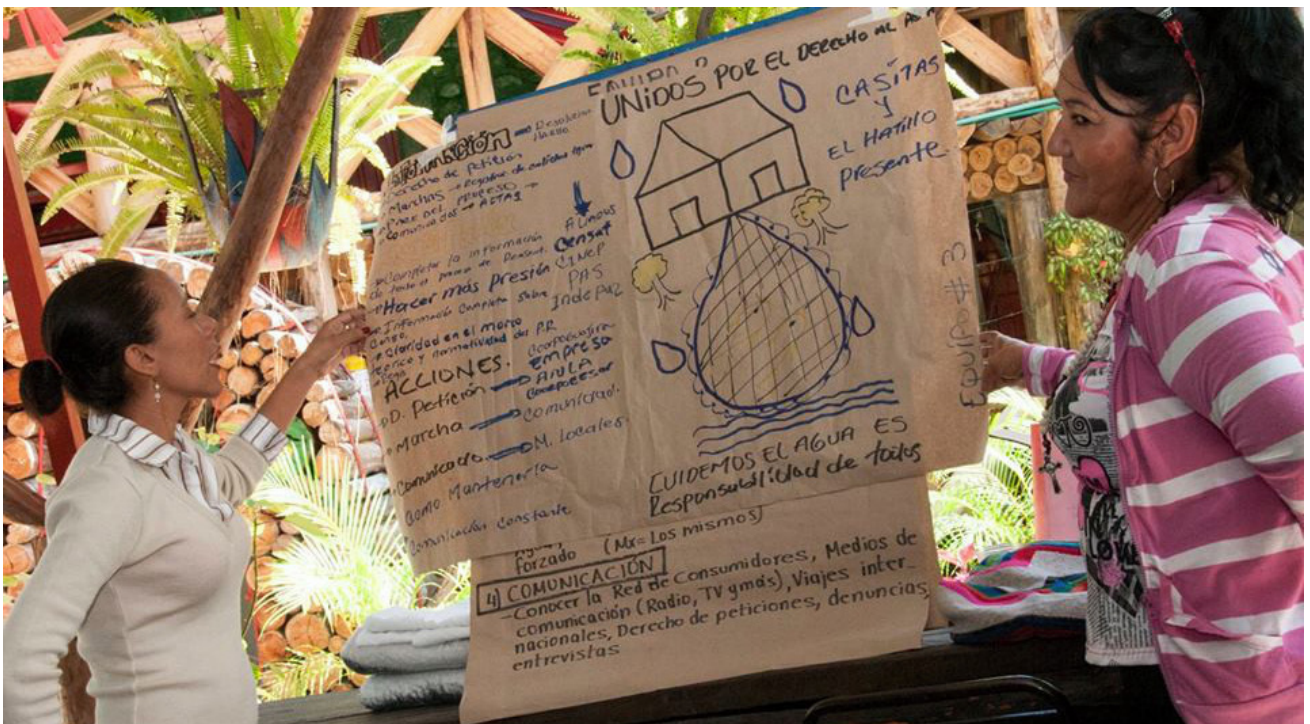
colombia@peacewatch.ch

links

- [Organisation Somos Defensores \(en espagnol\)](#)
- [Compte rendu sur l'assassinat des quatre leaders paysans \(en espagnol\)](#)
- [Portrait d'Argemiro Lara sur le blog de PBI Colombie \(en espagnol\)](#)
- [Peace Watch Switzerland](#)
- [Peace Brigades International Suisse](#)

dossier

Économie, droits humains et processus de paix en Colombie



En coopération avec les organisations partenaires colombiennes, ask! accompagne et soutient les

syndicats, les communautés et les organisations sociales. Groupe de travail Suisse-Colombie

Ces dernières années, la Colombie s'est donné une image progressiste en matière d'économie et de droits humains, qui est cependant bien différente de la réalité. Voilà plus de dix ans déjà que le pays a adopté les Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme, suivis peu après par les Guías Colombia pour les industries non-extractives. En 2014, la Colombie a initié une politique publique pour les entreprises et les droits humains, et en décembre 2015, elle a été l'un des premiers pays émergents à présenter son Plan national d'action (PNA) pour l'économie et les droits humains. Si ces démarches ont valu de nombreuses louanges au pays, de sévères critiques lui ont aussi été adressées par les organisations œuvrant pour les droits humains. Celles-ci ont déploré la superficialité du processus de consultation, l'absence de participation des communautés concernées, le caractère non-obligatoire des mesures et l'orientation prioritaire sur les besoins des entreprises.

Le processus de paix ne signifie pas qu'il n'existe plus de conflits. Les accords de protection des investissements et de libre-échange, avec les possibilités d'action judiciaire qu'ils ouvrent aux multinationales, réduisent eux aussi fortement la marge de manœuvre de l'État colombien dans la promotion de la paix et de la justice sociale. Les rapports avec les grandes entreprises doivent donc encore faire face à d'importants défis : les violations des droits humains dues à la poursuite d'intérêts économiques restent à l'ordre du jour, et il est rare qu'une procédure d'examen approfondi soit menée de manière conséquente et transparente en matière de droits humains. Les réformes sociales ont été négligées dans le processus de paix, hormis sur la question de la propriété de la terre. Autre problème non résolu : l'impunité des crimes commis pour faire valoir les intérêts des entreprises.

Le groupe de travail Suisse-Colombie (ask!) travaille à ce que les entreprises suisses en Colombie respectent les droits humains et protègent l'environnement. Il demande la mise en place de normes coercitives, de procédures d'examen approfondi en matière de droits humains et d'un système de reporting transparent. En coopération avec les organisations partenaires colombiennes, il accompagne et soutient les syndicats, les communautés et les organisations sociales dont les droits sont mis à mal par les activités d'entreprises suisses.

[Groupe de travail Suisse-Colombie \(ask!\)](#)

Stephan Suhner

stephan.suhner@askonline.ch

links

- [Groupe de travail Suisse-Colombie – économie et droits humains \(en allemand\)](#)
 - [Site Internet du gouvernement colombien sur l'économie et les droits humains \(en espagnol\)](#)
 - [Site Internet de la Fundación Ideas para la Paz \(en espagnol et anglais\)](#)
 - [ONG Indepaz, entreprises et droits humains \(en espagnol\)](#)
 - [ONG Tierra Digna, entreprises et droits humains \(en espagnol\)](#)
 - [Organisation partenaire PAS \(en espagnol\)](#)
-

Nouvelle stratégie de coopération de la Suisse en Colombie

La stratégie de coopération de la Suisse en Colombie pour la période 2017-2020 repose sur la notion de complémentarité des engagements de plusieurs entités administratives. Il s'agit de la Division Sécurité humaine (DSH), la Direction du développement et de la coopération (DDC) et le Secrétariat d'État à l'économie (SECO). Trois domaines d'actions différents sont prévus : protection de la population touchée par le conflit armé, consolidation de la paix et droits de l'homme, et développement économique durable et inclusif. Les deux premiers domaines d'intervention, qui font l'objet d'une action conjointe de la DSH et de la DDC, sont décrits ci-dessous. Leurs contributions, étalées sur quatre ans, s'élèvent respectivement à 7 et 35 millions de CHF.

Le premier domaine d'actions mettra l'accent sur les zones reculées dans lesquelles l'absence de l'État se fait le plus cruellement sentir. Il s'agira de mettre en place et de soutenir des mécanismes de protection des populations les plus exposées (déménagement humanitaire, protection des défenseurs locaux des droits de l'homme, mécanismes contre les violences liées au genre, etc.) et de renforcer les institutions locales.

Le second domaine d'actions se concentrera sur la mise en place de conditions propices à une transformation du conflit de manière durable. L'aide de la Suisse visera à permettre l'accès à de meilleures conditions de vie, à appliquer la loi sur les victimes et la restitution des terres, à soutenir des mécanismes de justice transitionnelle et enfin à promouvoir une gouvernance démocratique et pacifique.

Avec cette stratégie, la Suisse entend renforcer la cohérence de son action en favorisant des synergies entre les entités. Cela est en effet indispensable au vu de la complexité d'un conflit vieux de près d'un demi-siècle et touchant la société colombienne dans son ensemble. Dans ce cadre, la Suisse renouvelle son engagement auprès d'un de ses plus proches partenaires sur le continent.

Auteur : Carlos-Felipe Correa Gonzalez

[Division Sécurité humaine du DFAE](#)

Vincent Conus

vincent.conus@eda.admin.ch

Peace Policy II (Latin America, Sub-Saharan Africa)

links

- [Division Sécurité humaine du DFAE](#)
- [Direction du développement et de la coopération : projets en Colombie](#)
- [Secrétariat d'État à l'économie : projets en Colombie](#)

pour aller plus loin

En quoi l'accord de paix colombien est-il innovant ?

En novembre 2016, le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) signaient un accord de paix, fruit de quatre années d'intenses négociations. Un nouveau rapport de NOREF met en évidence les méthodes et concepts innovants qui ont été utilisés dans ces négociations de paix, et qui non seulement ont été décisifs pour la ratification des accords, mais peuvent aussi servir d'exemple pour d'autres négociations de paix.

Les droits des victimes ont par exemple été placés au cœur des négociations, un groupe de travail sur les questions de genre a été mis en place, et un plan de mise en œuvre a été élaboré bien avant la signature des accords. Malgré un soutien international, le fait que les négociations aient toujours été menées sous l'égide des acteurs locaux et que la société civile ait été incluse dans le processus de paix confirme le caractère novateur de ce dernier, qui pourrait devenir le premier de nombreux processus de ce type.

links

- [NOREF. Innovations in the Colombian peace process. Juin 2016](#)

pour aller plus loin

Archives virtuelles d'accords de paix

Depuis peu, une formidable base de données regroupant divers accords de paix est en ligne. « Language of Peace » est une archive virtuelle qui permet de consulter et de comparer des milliers de dispositions figurant dans des accords de paix. Aux critères de recherche habituels tels que la région, la langue ou la date s'ajoutent des thématiques spécifiques à la promotion de la paix (par exemple les accords de cessez-le-feu ou les droits humains), ce qui rend le site très pratique à utiliser.

Le cas de la Colombie, justement, montre bien tout ce que peut apporter cette base de données. L'accord de paix de La Havane y est aisément accessible, ce qui peut être d'un grand intérêt pour de futures négociations. Le site permet par ailleurs d'analyser

précisément les précédents accords qui n'ont pas abouti, afin de ne pas refaire les mêmes erreurs à l'avenir.

Ce projet, dont la vocation est d'aider notamment les parties en conflit et les médiateurs de paix, a été réalisé par une équipe de chercheurs de l'Université de Cambridge et par le Groupe de l'appui à la médiation de l'ONU. Jugez vous-mêmes !

[links](#)

- [Language of Peace – Archives virtuelles d'accords de paix](#)

pour aller plus loin

Égalité des sexes et promotion de la paix en Colombie

Les rôles joués par les hommes et les femmes dans un pays aussi marqué par les conflits et la violence que la Colombie demandent à être précisément analysés. Dès 2014, une étude d'International Alert insistait sur le fait que les questions de genre ne devraient pas être un simple aspect « technique » dans le travail de construction de la paix, mais un point de vue à partir duquel appréhender les normes sociales, les identités ou les structures de pouvoir. En Colombie, de multiples cas de violence sexuelle ou de prostitution forcée liés au conflit ont été rapportés.

Cette étude résulte notamment d'une collaboration d'International Alert avec trois ONG locales qui travaillent au quotidien à la construction de la paix en privilégiant l'optique des questions de genre. Elle s'appuie sur les résultats des recherches effectuées sur place pour analyser en profondeur, en tenant compte des caractéristiques propres à chacun des sexes, les domaines cruciaux de la construction de la paix en Colombie.

[links](#)

- [International Alert. Re-examining identities and power. Gender in peacebuilding in Colombia. Octobre 2014](#)

actualité

swisspeace / KOFF



swisspeace se présente

swisspeace a publié en décembre une nouvelle vidéo, dont l'objectif est de présenter avec concision et efficacité ses activités et d'expliquer l'importance mondiale de la promotion de la paix. La vision, les objectifs et les principes méthodologiques de swisspeace y sont aussi exposés. Partagez cette vidéo et aidez swisspeace à faire connaître le travail de promotion de la paix !

D'autre part, swisspeace a publié des vidéos de présentation de trois de ses programmes thématiques. La première montre pourquoi le travail du traitement du passé est une étape cruciale vers l'établissement d'une paix durable. La vidéo consacrée au renforcement de l'État souligne les grands défis posés par les États fragiles et explique pourquoi il est important de comprendre comment l'État et la société opèrent en contexte de conflit. La troisième vidéo se concentre sur le thème de la médiation. Elle montre pourquoi il est fondamental que les négociations de paix deviennent plus efficaces et plus inclusives pour créer une paix durable. D'autres vidéos de présentation suivront au cours des prochains mois.

[swisspeace](#)

Lukas Krienbuehl

lukas.krienbuehl@swisspeace.ch

Responsable de la communication

links

- [swisspeace | Preventing violent conflict – promoting peace](#)
- [swisspeace | Dealing with the Past](#)
- [swisspeace | Statehood](#)
- [swisspeace | Mediation](#)

La religion est-elle source de conflit ou instrument de paix ? Nouveau CAS « Religion & Konflikt ».

Partout dans le monde, on assiste à un phénomène de « redécouverte » du religieux. Le poids de la religion dans les conflits est en constante augmentation, que ce soit au sein d'un État ou entre deux ou plusieurs pays, en Suisse ou à l'étranger. Dans le CAS « Religion & Konflikt » (qui se tiendra en allemand), l'accent est mis sur les rapports entre l'État et la religion, sur le fait que les religions ont le potentiel d'alimenter les conflits mais aussi de les résoudre et de promouvoir la paix, et sur les méthodes et instruments permettant de gérer les conflits à dimension religieuse.

Approfondissez vos connaissances sur les grandes religions du monde, analysez des études de cas sur d'actuels conflits à composante religieuse et apprenez-en plus sur le pays multi-religieux qu'est devenue la Suisse.

Le cursus commence en avril et se termine en octobre 2017. Il se compose de 17 journées de cours et peut être terminé en l'espace d'un ou de deux ans. Les cours ont lieu du jeudi au samedi à l'université de Bâle. Ce CAS s'adresse aux professionnels et aux universitaires qui s'intéressent à la religion en tant que facteur de conflit et souhaitent allier expérience pratique et dernières découvertes de la recherche. Le délai d'inscription est fixé au 28 février 2017.

[swisspeace](#)

Franziska Sigrist

academy@swisspeace.ch

Responsable des formations

[links](#)

- [Informations complémentaires \(en allemand\)](#)
- [Inscription](#)

Cours « Preventing Violent Conflicts » de swisspeace

En dépit de l'intensification de la pression internationale et des actions visant à prévenir les conflits violents et les crimes de masse après les événements bouleversants survenus au Rwanda et à Srebrenica dans les années 1990, le nombre de conflits armés a augmenté au cours des dernières années. Même si les guerres en Syrie, au Soudan du Sud ou en Ukraine n'ont ni les mêmes acteurs, ni les mêmes facteurs ou dynamiques, elles nous

amènent à nous demander si la violence et son escalade auraient pu être évitées, et si oui comment. Le regain d'intérêt à l'égard de la prévention des conflits est donc peu surprenant, surtout étant donné le rapport coûts-bénéfices : il est plus sensé d'investir dans la prévention que dans la reconstruction post-conflit.

Le cours de swisspeace « Preventing Violent Conflicts » apporte un éclairage sur le concept de prévention des conflits et ses limites, et explore le lien entre ce concept et des problématiques telles que la prévention de l'extrémisme violent et des atrocités de masse. À partir des expériences réalisées et des meilleures pratiques, ce cours étudie les outils concrets et les méthodes vous permettant de pratiquer la prévention des conflits dans votre contexte professionnel.

Cette formation est destinée aux professionnels du domaine de la promotion de la paix et du développement, notamment les décideurs politiques, les spécialistes et les universitaires. Le délai d'inscription est fixé au 28 février 2017.

[swisspeace](#)

Ursina Bentele

academy@swisspeace.ch

Program Officer, training

[links](#)

- [Informations complémentaires](#)
- [Inscription](#)

actualité

Organisations membres du KOFF

Fondation Hironnelle : une nouvelle direction, des convictions intactes

Jean-Marie Etter, directeur général de la Fondation Hironnelle et fondateur de l'organisation avec Philippe Dahinden et François Gross, a pris sa retraite à la fin de l'année 2016. C'est Caroline Vuillemin, précédemment directrice des opérations, qui lui a succédé le 1er janvier 2017 à la direction générale, où ont également pris leur fonction Xavier de Bruyn comme directeur des opérations et des rédactions, et Philippe Bovey comme secrétaire général supervisant les services de support, administratif, financier, logistique et de sécurité. Cette nouvelle direction est appuyée par Nicolas Boissez, précédemment chargé de programme, qui assume désormais le nouveau poste de délégué à la

communication et aux relations extérieures.

Depuis 1995, la Fondation Hironnelle crée ou soutient des médias d'information indépendants en zones de crise ou pays en transition. Plusieurs millions de personnes à travers le monde font aujourd'hui confiance à ses informations pour les aider à faire face aux problèmes vitaux de leur quotidien.

Fondation Hironnelle

Nicolas Boissez

nicolas.boissez@hironnelle.org

Délégué à la communication et aux relations extérieures

links

- [Site Internet de la Fondation Hironnelle](#)
- [Facebook](#)
- [Twitter](#)

La Fondation PeaceNexus lance son appel à projets de développement organisationnel

Depuis ses débuts en 2009, la Fondation PeaceNexus soutient le développement organisationnel des ONG locales et internationales actives dans le domaine de la consolidation de la paix.

Cette année encore, elle lance son appel à projets de développement organisationnel. Les organisations intéressées sont invitées à décrire leurs défis organisationnels et la manière dont un tel processus de changement leur permettrait d'accroître leur contribution à la consolidation de la paix. Les ONG locales basées dans certains pays des Balkans, d'Asie centrale ou d'Afrique de l'Ouest, de même que les ONG internationales, peuvent soumettre une candidature. La date limite de dépôt des candidatures est le 12 février 2017.

Toutes les informations relatives au soutien au développement organisationnel, y compris des exemples concrets illustrant la manière dont celui-ci peut vous aider à remplir vos objectifs dans la pratique, sont disponibles sur site Internet de PeaceNexus.

PeaceNexus

Lisa Ibscher

lisa.ibscher@peacenexus.org

Team Leader NGO Sector

links

- [Site Internet de PeaceNexus](#)

L'ONU adopte une déclaration sur « le droit à la paix »

La déclaration adoptée par l'Assemblée Générale de l'ONU le 19 décembre 2016 est la plus récente d'une longue série de déclarations rappelant l'importance de la paix pour la personne humaine. Après avoir eu droit à un ordre sociopolitique permettant la réalisation de tous ses droits (Déclaration Universelle § 28), un droit sacré à la paix (1977), le droit à la paix en tant que peuple (1984) et le droit à une culture de la paix (plusieurs résolutions dans les années 1990), l'individu a désormais le droit de « jouir de la paix ».

La Charte des Nations Unies manque de moyens pour l'appliquer, mais elle consacre le droit des États à la paix. Un droit à la paix accordé aux individus est aussi légitime. Il aurait été heureux qu'une telle déclaration soit adoptée par consensus. Depuis sa fondation, l'APRED travaille pour faire reconnaître la paix comme faisant partie des droits humains. À sa modeste mesure, elle continuera à le faire.

APRED

Christophe Barbey
cb@apred.ch

links

- [La déclaration sur le droit à la paix \(A/RES/71/189\)](#)
- [L'APRED sur le droit à la paix](#)

actualité

International



Participants au premier panel de discussion du Basel Peace Forum. Gabriel Hill

Le Basel Peace Forum lancé pour repenser la paix

Malgré les efforts de la communauté internationale, la promotion de la paix essuie actuellement des échecs qui remettent en question les succès obtenus par le passé. Face à ce constat, le Basel Peace Forum s'est fixé pour objectif de repenser la paix. La première édition s'est tenue les 15 et 16 janvier derniers à Bâle. Elle a réuni avec succès près de 120 dirigeants issus de secteurs aussi divers que ceux de l'économie, de la diplomatie, du monde académique et de la société civile afin d'apporter des idées nouvelles pour la promotion de la paix.

Au programme, deux panels d'experts auxquels ont participé des personnalités telles que Marwa Al-Sabouni, architecte syrienne et auteur du livre « The Battle for Home », Pekka Haavisto, ancien ministre finlandais de la coopération internationale et président du European Institute of Peace, ou encore Per Heggnes, directeur de la fondation IKEA. Par la suite se sont tenus trois ateliers visant à explorer les liens entre la paix d'une part, et la santé, l'intelligence artificielle et l'analyse des risques d'autre part.

Les discussions ont révélé qu'il était crucial de sortir des cloisons existantes entre les différents secteurs afin de promouvoir de nouveaux partenariats pour la paix. Elles ont mis en avant le rôle clé que le secteur privé se doit de jouer dans la promotion de la paix ainsi que les défis et les chances que représentent les nouvelles technologies pour la paix. Un appel comprenant ces trois demandes a été lancé aux dirigeants mondiaux.

Le Basel Peace Forum est organisé par swisspeace. Il est financé par le canton de Bâle-Ville, le DFAE et des donateurs privés. Il doit avoir lieu régulièrement et vise à acquérir une portée et une renommée mondiales.

[swisspeace](#)

Lukas Krienbuehl

lukas.krienbuehl@basel-peace.org

links

- [Basel Peace Forum](#)
- [Communiqué de presse du 16 janvier 2017 : Le Basel Peace Forum appelle à un leadership réceptif et responsable pour la paix](#)
- [Suivez le Basel Peace Forum sur Facebook](#)
- [Suivez le Basel Peace Forum sur Twitter](#)

Conférence parallèle de la société civile de l'OSCE

La conférence parallèle de la société civile organisée en marge de la conférence ministérielle de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a eu lieu les 6 et 7 décembre derniers à Hambourg. Elle a été organisée par la Civic Solidarity Platform, réseau d'ONG autour de l'OSCE, et vient clôturer un an de travail sur le rôle clé de la société civile dans la lutte pour la protection des droits humains et des libertés fondamentales.

Face à la violence et à la montée de l'extrémisme au sein d'un large pan de la population, la société civile joue un rôle crucial pour tenter de surmonter les crises et les conflits. Pourtant, la réalité est sombre dans beaucoup de pays de l'OSCE où la marge de manœuvre de la société civile est de plus en plus restreinte.

La conférence parallèle de la société civile 2016 a réuni plus de 120 participants pour tenter de trouver des solutions aux principaux défis posés par la situation actuelle, les crises et les conflits violents ainsi que les évolutions inquiétantes au sein de la région de l'OSCE. Les conclusions et recommandations ont été regroupées dans deux documents finaux, parmi lesquels la Déclaration de Hambourg, qui a reçu une attention particulière de la part des autorités allemandes, qui présidaient l'OSCE en 2016.

[swisspeace](#)

Natascha Cerny

natascha.cerny@swisspeace.ch

links

- [Article de FriEnt sur la conférence parallèle de la société civile \(en anglais\)](#)
- [Civic Solidarity Platform](#)
- [Hamburg Declaration on Protecting and Expanding Civil Society Space](#)

Événements

6 février 2017

Lausanne, Suisse

[Violence, comment en sortir ? Regards croisés Nord-Sud](#)

Individuelle ou collective, la violence nous affecte au quotidien. Trop souvent acceptée, voire banalisée, elle a de fortes répercussions sur la santé physique et psychique. Loin d'être innés, les comportements violents sont aussi susceptibles d'être reproduits. Dans ces conditions, comment sortir de la violence et retrouver la capacité de vivre ensemble, y compris dans des pays comme le Rwanda où les séquelles du génocide sont encore vives ? Une conférence dédiée à ce sujet est organisée à Lausanne par la fedevaco.

[Informations complémentaires](#)

13 février 2017

Bâle, Suisse

[Quelles valeurs pour la société suisse ? Un colloque de mission 21](#)

La Suisse a de plus en plus de difficultés à trouver un consensus sur les valeurs qu'elle souhaite véhiculer. Si le pluralisme des valeurs présente un danger pour certains, il est également une chance pour d'autres. Les incidents se multipliant, une discussion sur les valeurs se fait de plus en plus pressante. Mission 21 organise un colloque sur le sujet le 13 février prochain à Bâle en présence d'experts.

[Informations complémentaires](#)

Du 24 au 25 février 2017

Bâle, Suisse

[Inscription à la formation de swisspeace sur la médiation de paix](#)

Apprenez-en davantage sur la transformation non-violente des conflits et améliorez vos compétences en médiation et négociation. Lors de cette formation de deux jours, des médiateurs partageront leurs expériences sur leur soutien à des processus de paix. Elle est organisée dans le cadre du cours annuel de swisspeace en promotion civile de la paix 2016/2017 (CAS).

[Informations complémentaires](#)

[Inscription \(dernier délai\)](#)

27 février 2017

Zurich, Suisse

[Parution du rapport de la Banque mondiale sur le développement dans le monde](#)

Chaque année, la Banque mondiale publie son rapport sur le développement dans le monde en consacrant une analyse détaillée à un aspect spécifique du développement économique. Pour discuter de l'édition 2017, consacrée à la gouvernance et au droit, le Centre pour le

développement et la coopération (NADEL) de l'ETH de Zurich organise un débat le 27 février prochain.

[Informations complémentaires](#)

[Inscription](#)

Jusqu'au 28 février 2017

Bâle, Suisse

[Inscription à la formation de swisspeace « Gender in conflict & peacebuilding »](#)

Du 7 au 8 avril 2017 aura lieu la formation de swisspeace « Gender in conflict & peacebuilding », organisée dans le cadre du cours annuel de swisspeace en promotion civile de la paix 2016/2017 (CAS). Elle se penchera sur l'égalité entre les hommes et les femmes dans la promotion de la paix et l'application d'une perspective de genre dans les contextes de conflits.

[Informations complémentaires](#)

[Inscription jusqu'au 28 février 2017](#)

Jusqu'au 28 février 2017

Bâle, Suisse

[Inscription au nouveau CAS de swisspeace « Religion & Konflikt »](#)

La religion est-elle source de conflit ou bien source de paix ? Le nouveau CAS sur la religion et le conflit vous permet d'analyser les rapports entre l'État et la religion, de réfléchir au fait que les religions ont le potentiel d'alimenter les conflits mais aussi de les résoudre et de promouvoir la paix, et de vous familiariser avec les méthodes et les instruments permettant de gérer les conflits à dimension religieuse. Le CAS se compose de 17 journées de cours et se tient en allemand. Il commence en avril et se termine en octobre. Le délai d'inscription est fixé au 28 février 2017.

[Informations complémentaires](#)

[Inscription jusqu'au 28 février 2017](#)

Jusqu'au 28 février 2017

Bâle, Suisse

[Inscription au cours de swisspeace « Preventing violent conflicts »](#)

Le cours de swisspeace sur la prévention des conflits violents englobe une analyse des principales découvertes universitaires sur la prévention des conflits, un récapitulatif des efforts actuellement menés dans le domaine ainsi qu'une vue d'ensemble des méthodes pouvant être employées pour améliorer la prévention et la détection précoce des conflits. Il aura lieu du 3 au 5 mai 2017.

[Informations complémentaires](#)

[Inscription jusqu'au 28 février 2017](#)

Du 13 au 17 mars 2017

Bâle, Suisse

[Cours de swisspeace « Fragility, Conflict & Statebuilding »](#)

Les États fragiles sont un grand sujet de préoccupation pour la communauté internationale. Mais qu'est précisément la « fragilité » d'un État ? Le cours de swisspeace « Fragility, Conflict & Statebuilding » porte sur les défis conceptuels, politiques et opérationnels liés au renforcement de l'État dans les contextes fragiles et touchés par les conflits.

[Informations complémentaires](#)

[Inscription \(dernier délai\)](#)

23 mars 2017

Bâle, Suisse

[La coopération internationale dans les contextes fragiles : l'exemple de l'Afghanistan](#)

Comment la Suisse parvient-elle à aider les sociétés déchirées par la guerre et la violence à devenir plus sûre et plus sereine en l'avenir ? Cette question fera l'objet d'une présentation des activités de la Suisse en Afghanistan par le bureau de coopération de la DDC de Kaboul. Depuis 2002 et la chute des Talibans, la DDC mène dans ce contexte un programme de reconstruction portant de manière spécifique sur les aspects de l'éducation, de la gouvernance locale et des droits humains.

[Informations complémentaires](#)

Jusqu'au 31 mars 2017

Bâle, Suisse

[Inscription à la formation « Droits humains et transformation des conflits »](#)

La formation de swisspeace « Droits humains et transformation des conflits » vise à mettre en relation, dans la pratique, les droits humains et les concepts de la transformation des conflits et se penche sur la manière dont il convient d'appliquer cette approche lors du développement, de la mise en œuvre et de l'évaluation d'un projet.

[Informations complémentaires](#)

[Inscription jusqu'au 31 mars 2017](#)

Jusqu'au 30 avril 2017

Bâle, Suisse

[Inscription au cours d'été de swisspeace sur le Soudan du Sud](#)

Comment les études sur la paix et les conflits favorisent-elles la compréhension des dynamiques de conflits au Soudan du Sud, et comment les leçons tirées de ce contexte peuvent-elles faire avancer la recherche ? Le cours d'été de 5 jours de swisspeace revient sur les principales évolutions du contexte sud-soudanais depuis l'indépendance du pays en 2011 et analyse les principaux acteurs et facteurs du conflit actuel. Il explore les liens entre le conflit armé en cours et les guerres civiles passées ainsi que les leçons que l'on peut tirer de l'engagement pour la paix et la formation de l'État pris avant l'indépendance. Certains sujets pertinents dans ce contexte comme la formation de l'État, la gouvernance locale, la

médiation de paix, le rôle de la société civile et la responsabilité de protéger feront l'objet d'une attention particulière.

[Informations complémentaires](#)

[Inscription jusqu'au 30 avril 2017](#)

De février 2017 à décembre 2019

Liban et Jordanie

[Programme de promotion de la paix au Liban et en Jordanie](#)

L'Association internationale pour les valeurs humaines (IAHV) lance un programme de promotion de la paix à long terme au Liban et en Jordanie dans le but de contribuer à la prévention de la violence et de l'extrémisme futur parmi les enfants touchés par le conflit, et de promouvoir la paix en renforçant les bases psychosociales de certaines populations vulnérables. L'objectif est de réduire les traumatismes, les troubles de stress post-traumatiques et l'anxiété de 18000 enfants et 3000 familles, de soigner et d'aider 400 jeunes à devenir des agents du changement dans leur communauté pour qu'ils puissent à leur tour soigner d'autres personnes et enfin d'améliorer le bien-être des travailleurs sociaux.

[Informations complémentaires](#)

Ce PDF a été généré automatiquement.
Lire à propos : www.swisspeace.ch/apropos

Éditeur KOFF de swisspeace
Contact Sonnenbergstrasse 17, Case postale, CH-3001 Bern,
Tél.: +41 (0)31 330 12 12
Rédaction Marie Seidel, Luca Gschwind
Traduction Furrer Übersetzungen, Übersetzergruppe Zürich
Couverture Des enfants agitent le drapeau colombien à Carthagène.
Copyright : Carlos Reusser Monsalvez

KOFF

Die Schweizer Plattform für Friedensförderung
La plateforme suisse de promotion de la paix
The Swiss platform for peacebuilding

Le KOFF est un réseau d'échange et de dialogue animé par swisspeace. Il est soutenu par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les ONG suisses suivantes :

ae-centre	changement	Organisation suisse d'aide aux réfugiés
Action de Carême	Fondation Hironnelle	Palmyrah
Alliance Sud	Fondation village d'enfants	Peace Brigades International Suisse
Appel de Genève	Pestalozzi	Peace Watch Switzerland
APRED	Graines de Paix	Quaker United Nations Office
artasfoundation	Green Cross Suisse	Société pour les peuples menacés
Baha'i	Groupe pour une Suisse sans armée	Solidar Suisse
Brücke · Le pont	HELVETAS Swiss Intercooperation	SOS Village d'enfants
Caritas Suisse	IAMANEH Suisse	Stiftung für Integrale
cfd	ICP	Friedensförderung
Conseil suisse pour la paix	Initiative de Lucerne pour la paix et la sécurité (LIPS)	Swiss Academy for Development
Croix-Rouge Suisse	Interpeace	SWISSAID
DCAF	Ligue Suisse des femmes catholiques	Terre des Femmes Suisse
Eirene Suisse	medico international suisse	terre des hommes schweiz
Entraide Protestante Suisse	MIR Suisse	
Femmes de Paix Autour du Monde	mission 21	
Femmes pour la Paix Suisse	miva – transporte l'aide	
Fondation Caux – Initiatives et		